

InstantanÃ©s juillet-aoÃ»t 1999

MondeÂ

Â

PUBLICATIONS OUVRAGES

Comment
gagner la bataille de la qualitÃ© de l'eau potable ?

Compte rendu
du colloque organisÃ© par le Cercle FranÃ§ais de l'Eau

Â

Alerte
Ã la TGAP

La TGAP, c'est la taxe gÃ©nÃ©rale sur les activitÃ©s polluantes. Le gouvernement a pour projet, dÃ´s 2000, d'intÃ©grer Ã la TGAP les redevances pollution collectÃ©es par les six agences de l'eau, soit 12 milliards par an. Ce "hold up" Â©tique sur les redevances versÃ©es aux agences provoque une forte opposition des Ã©lus et des agences.

Â

Â

EuropeÂ
top

France

Eau pure à Paris

Jusqu'ici tout va bien Paris dispose d'une réserve en eau profonde d'une exceptionnelle pureté : elle se trouve dans les couches profondes de l'Albien. Quelques fontaines à Paris puisent directement dans ces eaux mais, en général, elles demeurent très protégées. Il n'y a à ce jour que peu de cas de pollution ou de déperdition de ces eaux à Paris ou dans sa région. Le seul vrai cas litigieux est dans une entreprise du constructeur informatique IBM. En effet, pour nettoyer ses composants de très haute technologie, IBM avait besoin d'une eau d'une pureté parfaite. L'entreprise a donc fait forer un puits vers une nappe d'eau peu profonde. Mais cette nappe communiquait avec l'eau de l'Albien et des craintes ont été formulées quant à l'utilisation massive de ces eaux par IBM et à leur puisement. Le problème a depuis été résolu. À part cela, de nombreuses rumeurs font état d'une vraie pollution des eaux de l'Albien à Bonneuil dans la région parisienne. Cette pollution serait due à un forage pratiqué coïncidant entre un Mac Donald's et une barre HLM. Affaire à suivre...

Boris

Razon, Don Quichotte, 1999, numéro 2.

À

Propreté des plages

Pour

la troisième année, Surfrider Foundation Europe, l'association des surfeurs pour la protection de l'océan et des plages, a lancé la carte des pavillons Noirs. Cette carte fait l'inventaire des problèmes de pollution en recensant les points noir rencontrés par les surfeurs et les baigneurs lors de leurs activités. Les pavillons Noirs 1999 sont attribués à 91 communes du littoral français (Métropole et Dom-Tom), les eaux de baignade de ces communes présentant toutes, un ou plusieurs problèmes de pollution sur au moins une de leurs plages. La carte des pavillons noirs ainsi que les commentaires sur toutes les zones concernées sont disponibles sur le site de la fondation. La comparaison entre cette carte et la carte de la qualité des eaux de baignade des Ministères de la Santé et de l'Environnement (les Pavillons Bleus) est quasiment invérifiable. La carte des pavillons noirs prend en compte des données de plusieurs sources et sur l'année entière, alors que les pavillons bleus sont attribués sur des résultats d'analyses effectués de la mi-juin à la mi-septembre de l'année précédente. La carte des pavillons bleus, valeur la propreté des eaux de baignade par l'analyse de trois paramètres bactériologiques. Par contre les pollutions chimiques, d'hydrocarbures, de déchets flottants, d'odeurs... sont évalués par observation visuelle et olfactive uniquement (ne rigolez pas, c'est la triste réalité ; ndlr). Concernant le caractère aléatoire des pavillons bleus, on peut citer par exemple la commune de Leucate (département 11) qui figure sur la liste, alors que le ramassage des coquillages y est actuellement interdit... (pour plus d'info : voir notre article précédent) Devant le manque de connaissances de certains types de pollutions du littoral, devant l'absence de recoupement des informations existantes et devant la difficulté qui existe pour le public à réunir ces informations, l'association demande la mise en place, au niveau européen, d'un réseau de surveillance et d'alerte du littoral qui devra prendre en compte et mesurer, le plus grand

nombre de polluants, sur le plus grand nombre de sites et cela pendant toute l'annÃ©e.

Surfrider
Foundation Europe et le MinistÃ“re franÃ§ais de l'Environnement - Univers
Nature

Â

Affaire
du plomb de Bourg-FidÃ“le

Les Amis de la Terre ont obtenu la fermeture de
l'entreprise pour sa mise aux normes

La fermeture temporaire de l'usine
de retraitement de batteries situÃ©e Ã Bourg-FidÃ“le (Ardennes) vient d'Ãªtre dÃ©cidÃ©e
jusqu'Ã sa mise aux normes. Les Amis de la Terre avaient demandÃ© l'arrÃ“at des activitÃ©s
polluantes de l'usine incapable de garantir l'absence de risque sanitaire pour
les riverains et les salariÃ©s. Le PDG de l'entreprise MÃ©tal Blanc a Ã©tÃ© mis en
examen le 6 mai 1999 pour "mise en danger de la vie d'autrui, administration de substances nuisibles, rejets en eau
douce de substances nuisibles ou toxiques
et non-respect des mises en demeure administratives". Suite au dÃ©cÃ©s de bovins
intoxiquÃ©s autour de l'usine, et sous la pression de l'association de protection
de l'environnement de Bourg-FidÃ“le, les services prÃ©fectoraux ont finalement rÃ©alisÃ©
des analyses sur les enfants de moins de 12 ans et sur l'environnement. Les rapports
de la PrÃ©fecture des Ardennes ont ainsi rÃ©vÃ©lÃ©, en 1998, l'intoxication au plomb
de 22 enfants du village (un sur quatre). En novembre 1998, le MinistÃ“re
de l'Environnement a diligentÃ© une mission d'inspection et a constatÃ© des retards
importants en ce qui concerne la protection de l'environnement, avec une contamination
trÃ¨s Ã©levÃ©e d'un pÃ©rimÃ“tre autour de l'usine, dans lequel se trouvent de nombreuses
habitations. La rivÃ©e, dans laquelle l'entreprise dÃ©verse ses rejets, est Ã©galement
fortement polluÃ©e au plomb et au cadmium en aval. Enfin pour finir, les mesures
effectuÃ©es dans l'usine ont montrÃ© des taux de plomb dans certains ateliers supÃ©rieurs
de 3 Ã 24 fois la valeur limite d'exposition pour les salariÃ©s causant des plombÃ©mies
et maladies professionnelles.

Les Amis de la Terre - Univers
Nature

Â

Â

AfriqueÂ
top

sans Sonatrach

"Un %stat dans l'%stat"... Avec 95 % des exportations du pays, 90 % de ses recettes en devises et 25 % de son PIB, la Sonatrach (Société Nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures) représente bien plus qu'une entreprise : elle est un des cœurs stratégiques de l'Algérie. Stratégique au point d'avoir été relativement épargnée par la guerre civile. Un ingénieur déclarait ainsi au quotidien Le Monde : "Tout le monde sait, islamistes compris, que toucher aux hydrocarbures, c'est signer la mort du pays. Les gens du FIS si jamais ils arrivent au pouvoir, n'auront pas d'autres ressources où puiser. Ils ne sont pas complètement fous au point de casser à tirelire."

L'histoire de la Sonatrach, c'est la chronique d'une entreprise essentielle à la vie de l'Algérie. Fondée en 1963, elle fonctionna en 1971 de la nationalisation des intérêts étrangers dans le secteur pétrolier. Depuis, elle n'a cessé de dépasser du pétrole et du gaz dans le pays au point que sa production n'a cessé de croître pour l'amener au 5ème rang pour les réserves en gaz et au 14ème pour les réserves en pétrole. L'Agence Internationale de l'énergie juge pourtant que l'Algérie est encore un pays sous-exploré pour ses ressources en hydrocarbure. Depuis 1991, l'Algérie a rouvert son pétrole aux compagnies étrangères déclenchant de nouvelles découvertes d'or noir. Total, Elf et Repsol furent du lot. Mais, malgré sa réussite, la Sonatrach n'est pas exempte d'accusations. Dans Algérie Confidentielle, une lettre écritée par deux journalistes algériens, on peut lire : "Le traitement de faveur dont bénéficia la Sonatrach suscite de plus en plus de jalousies dans les milieux économiques algériens. Sonatrach est au-dessus de tout. Elle dispose d'un statut particulier qui en fait pratiquement une entreprise étrangère sur le territoire algérien. [...] Après avoir longtemps été un %stat dans l'%stat, Sonatrach a évolué pour devenir une richissime principauté libérée des charges ingrates inhérentes au statut de l'%stat." Et certains de ses partenaires pétroliers étrangers soutiennent la Sonatrach de faire des fausses factures. Sans compter le FMI qui, fidèle à ses convictions, aimerait bien voir une entreprise privée s'occupant des hydrocarbures...

Boris
Razon, Don Quichotte, 1999, numéro 2.

À

L'eau du Sahara

Une denrée rare à partager Le Sahara, c'est le sable et la sécheresse. Pourtant en dessous, de 1 000 à 2 000 m de profondeur, se cache une réserve en eau inestimable. L'Algérie, la Tunisie et le Maroc partagent une de ces nappes d'eau souterraine non renouvelable (il faudrait 6 siècles pour qu'elle se renouvelle) qui représente 800 000 à 900 000 km², c'est la nappe du Sahara Septentrional. Or, ces pays de la zone aride ont une consommation en eau renouvelable de plus de 100 %. La Libye consomme 900 % de ses ressources en eau renouvelable et en 2025 tout le Maghreb devrait être à ce niveau. Aussi l'usage de cette eau non conventionnelle est-il nécessaire même si son extraction coûte fort cher. Selon Alice Aureli, hydrologue à l'Unesco : "il s'agit d'un patrimoine collectif que ces pays doivent apprendre à gérer en commun ce qui n'est pas encore dans leurs habitudes". Car le problème est avant tout politique : l'eau ne connaissant pas de frontières, il faut arriver à une gestion équilibrée pour chaque pays. À l'heure actuelle, c'est tout l'inverse. Tandis que la Libye creuse des canaux de dérivation des eaux profondes du Sahara inhabité vers ses oasis dans des tunnels immenses sur 900 kilomètres, l'Algérie et la Tunisie ont tendance à développer une utilisation locale mais importante, dans les oasis, de cette ressource. Et si le Maghreb n'est pas l'endroit où les conflits

armes de l'eau sont le plus envisageables pour le siècle prochain, cette situation crée des tensions. Car c'est véritablement le choix de développement de ces pays qui est attaché à ces nappes. En Algérie et en Tunisie, l'état a décidé d'investir dans des forages en eau profonde au Sud afin d'empêcher que toute la population ne vienne se masser sur les côte. Ces politiques reposent toutes cependant sur une conception erronée de l'eau : la nappe se tarira d'ici 30 à 50 ans si on l'utilise massivement comme chaque pays projette de le faire. Comme le dit Jean Margat, hydrologue : "les politiques ne raisonnent que sur une ou deux générations mais que feront les populations massées sans eau. Si cela continue, ils se servent de véritable bombes sociales ?". Cette politique de court terme qui prédomine aujourd'hui est largement remise en question par le projet conjoint de l'Unesco et de l'Organisation Sahara Sahel qui font pression sur le Maghreb dans son ensemble afin d'amener une utilisation concertée et temporaire des eaux. L'idée étant de se servir de cette ressource renouvelable en cas de grande sécheresse ou en attendant de trouver des techniques meilleures... Une confiance devrait se tenir prochainement, on verra alors si la politique nationale est soluble dans l'eau.

Boris
Razon, Don Quichotte, 1999, numéro 2.

À

À

Amériques
top

L'Amérique du nord veut réduire la présence des substances toxiques dans l'environnement

Le Canada, le Mexique et les États-Unis conjuguent leurs forces pour réduire les substances toxiques, protéger les oiseaux et préserver un important bassin hydrographique. Le 28 juin 1999, les ministres de l'environnement du Canada, du Mexique et des États-Unis ont chargé la commission de coopération environnementale (CCE) d'établir un plan d'action destiné à réduire la présence dans l'environnement de substances extrêmement toxiques, les dioxines et furanes et l'hexachlorobenzène, afin de mieux protéger la santé humaine et l'environnement en Amérique du Nord. Cette initiative est au nombre des décisions qu'a divulgué le conseil de la CCE, à Banff, en Alberta. Entre autres décisions, le Conseil a également donné le feu vert à la CCE pour qu'elle lance l'Initiative de conservation des oiseaux de l'Amérique

du Nord (ICOAN), laquelle vise à protéger les habitats aviens essentiels, et pour qu'elle délabore une stratégie de mise en œuvre en vue de protéger la partie amont de la rivière San Pedro, un des couloirs de migration d'oiseaux les plus importants du continent.

Ministère de l'Environnement canadien - Univers Nature

À

États-Unis

Dioxines en Louisiane

La Louisiane est au 1er rang des nations qui rejettent des dioxines. Greenpeace a déclenché, le 30 juin, la compagnie chimique PPG comme étant l'une des sources de dioxine en Louisiane. Le groupe environnemental a durant une excursion de dix jours travers la Louisiane, identifié les usines de PVC, comme source principale de la contamination en dioxine de l'état, et plus particulièrement de la région du lac Charles. Ces rejets en se déplaçant sur de longues distances, grâce au vent, contaminent également d'autres régions du monde. Des résidents, de l'une des communautés entourant les usines de PVC du lac Charles, ont également examinés par l'agence américaine pour les substances toxiques et un taux de dioxine supérieur à la normale a été relevé dans le sang. Aussi, Greenpeace exige un arrêt immédiat de la crémation ou de l'extension de ce type de sociétés, des réductions substantielles des émissions de dioxine pour les usines existantes, et un plan pour éliminer peu à peu ces industries au profit d'unités de productions plus propres. Selon des documents de PPG, entre 1962 et 1976, l'usine a vidé au moins 120 000 tonnes de déchets contaminés directement dans les tangs voisins. Alors que les rejets en milieu aquatique ont été stoppés, les usines de PVC continuent à émettre des dioxines dans l'air par l'intermédiaire de leurs incinérateurs de rebut.

Greenpeace International - Univers Nature

À

Monde
À

À

Comment
gagner la bataille de la qualitÃ© de l'eau potable ?

Compte rendu
du colloque organisÃ© par le Cercle FranÃ§ais de l'Eau

Â

Alerte
Ã la TGAP

La TGAP, c'est la taxe gÃ©nÃ©rale sur les activitÃ©s polluantes. Le gouvernement a pour projet, dÃ´s 2000, d'intÃ©grer Ã la TGAP les redevances pollution collectÃ©es par les six agences de l'eau, soit 12 milliards par an. Ce "hold up" Ã©tatique sur les redevances versÃ©es aux agences provoque une forte opposition des Ã©lus et des agences.

Â

Â

EuropeÂ
top

France

Eau pure Ã Paris

Jusqu'ici tout va bien Paris dispose d'une rÃ©serve en eau profonde d'une exceptionnelle puretÃ© : elle se trouve dans les couches profondes de l'Albien. Quelques fontaines Ã Paris puisent directement dans ces eaux mais, en gÃ©nÃ©ral, elles demeurent trÃ¨s protÃ©gÃ©es. Il n'y a Ã ce jour que peu de cas de pollution ou de dÃ©perdition de ces eaux Ã Paris ou dans sa rÃ©gion. Le seul vrai cas litigieux est dÃ» Ã une entreprise du constructeur informatique IBM. En effet, pour nettoyer ses composants de trÃ¨s haute technologie, IBM avait besoin d'une eau d'une puretÃ© parfaite. L'entreprise a donc fait forer un puits vers une nappe d'eau peu profonde. Mais cette nappe communiquait avec l'eau de l'Albien et

des craintes ont été formulées quant à l'utilisation massive de ces eaux par IBM et à leur épuisement. Le problème a depuis été résolu. En effet, de nombreuses rumeurs font état d'une vraie pollution des eaux de l'Albien à Bonneuil dans la région parisienne. Cette pollution serait due à un forage pétrolier coincé entre un Mac Donald's et une barre HLM. Affaire à suivre...

Boris
Razon, Don Quichotte, 1999, numéro 2.

À

Propreté des plages

Pour la troisième année, Surfrider Foundation Europe, l'association des surfeurs pour la protection de l'océan et des plages, a créé la carte des pavillons Noirs. Cette carte fait l'inventaire des problèmes de pollution en recensant les points noir rencontrés par les surfeurs et les baigneurs lors de leurs activités. Les pavillons Noirs 1999 sont attribués à 91 communes du littoral français (métropole et Dom-Tom), les eaux de baignade de ces communes présentant toutes, un ou plusieurs problèmes de pollution sur au moins une de leurs plages. La carte des pavillons noirs ainsi que les commentaires sur toutes les zones concernées sont disponibles sur le site de la fondation. La comparaison entre cette carte et la carte de la qualité des eaux de baignade des Ministères de la Santé et de l'Environnement (les Pavillons Bleus) est quasiment invérifiable. La carte des pavillons noirs prend en compte des données de plusieurs sources et sur l'année entière, alors que les pavillons bleus sont attribués sur des résultats d'analyses effectués de la mi-juin à la mi-septembre de l'année précédente. La carte des pavillons bleus, évalue la propreté des eaux de baignade par l'analyse de trois paramètres bactériologiques. Par contre les pollutions chimiques, d'hydrocarbures, de déchets flottants, d'odeurs... sont évalués par observation visuelle et olfactive uniquement (ne rigolez pas, c'est la triste réalité ; ndlr). Concernant le caractère alarmatoire des pavillons bleus, on peut citer par exemple la commune de Leucate (département 11) qui figure sur la liste, alors que le ramassage des coquillages y est actuellement interdit... (pour plus d'info : voir notre article précédent) Devant le manque de connaissances de certains types de pollutions du littoral, devant l'absence de recouvrement des informations existantes et devant la difficulté qui existe pour le public à réunir ces informations, l'association demande la mise en place, au niveau européen, d'un réseau de surveillance et d'alerte du littoral qui devra prendre en compte et mesurer, le plus grand nombre de polluants, sur le plus grand nombre de sites et cela pendant toute l'année.

Surfrider Foundation Europe et le Ministère français de l'Environnement - Univers Nature

À

Affaire du plomb de Bourg-Fidèle

Les Amis de la Terre ont obtenu la fermeture de l'entreprise pour sa mise aux normes

La fermeture temporaire de l'usine de retraitement de batteries située à Bourg-Fidèle (Ardennes) vient d'être décidée jusqu'à sa mise aux normes. Les Amis de la Terre avaient demandé l'arrêt des activités polluantes de l'usine incapable de garantir l'absence de risque sanitaire pour les riverains et les salariés. Le PDG de l'entreprise Matal Blanc a été mis en examen le 6 mai 1999 pour

"mise en danger de la vie d'autrui, administration de substances nuisibles, rejets en eau douce de substances nuisibles ou toxiques et non-respect des mises en demeure administratives". Suite au dÃ©cès de bovins intoxiquÃ©s autour de l'usine, et sous la pression de l'association de protection de l'environnement de Bourg-FidÃ©le, les services prÃ©fectoraux ont finalement rÃ©alisÃ© des analyses sur les enfants de moins de 12 ans et sur l'environnement. Les rapports de la PrÃ©fecture des Ardennes ont ainsi rÃ©vÃ©lÃ©, en 1998, l'intoxication au plomb de 22 enfants du village (un sur quatre). En novembre 1998, le MinistÃ"re de l'Environnement a diligentÃ© une mission d'inspection et a constatÃ© des retards importants en ce qui concerne la protection de l'environnement, avec une contamination trÃ"s Ã©levÃ©e d'un pÃ©rimÃ"tre autour de l'usine, dans lequel se trouvent de nombreuses habitations. La rivière, dans laquelle l'entreprise déverse ses rejets, est Ã©galement fortement polluÃ©e au plomb et au cadmium en aval. Enfin pour finir, les mesures effectuÃ©es dans l'usine ont montrÃ© des taux de plomb dans certains ateliers supÃ©rieurs de 3 à 24 fois la valeur limite d'exposition pour les salariÃ©s causant des plombÃ©ries et maladies professionnelles.

Les Amis de la Terre - Univers Nature

À

À

Afrique
top

Pas d'AlgÃ©rie
sans Sonatrach

"Un Ã‰tat dans l'Ã‰tat"... Avec 95 % des exportations du pays, 90 % de ses recettes en devises et 25 % de son PIB, la Sonatrach (SociÃ©tÃ© Nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures) reprÃ©sente bien plus qu'une entreprise : elle est un des cœurs stratÃ©giques de l'AlgÃ©rie. StratÃ©gique au point d'avoir Ã©tÃ© relativement Ã©pargnÃ©e par la guerre civile. Un ingÃ©nieur dÃ©clarait ainsi au quotidien Le Monde : "Tout le monde sait, islamistes compris, que toucher aux hydrocarbures, c'est signer la mort du pays. Les gens du FIS si jamais ils arrivent au pouvoir, n'auront pas d'autres ressources oÃ¹ puiser. Ils ne sont pas complÃ"tement fous au point de casser a tirelire." L'histoire de la Sonatrach, c'est la chronique d'une entreprise essentielle à la vie de l'AlgÃ©rie. FondÃ©e en 1963, elle bÃ©nÃ©ficia en 1971 de la nationalisation des intÃ©rÃªts Ã©trangers dans le secteur pÃ©trolier. Depuis, elle n'a cessÃ© de dÃ©couvrir du pÃ©trole et du gaz dans le pays au point que sa production n'a cessÃ© de croÃ©tre pour l'amener au 5Ã"me rang pour les rÃ©serves en gaz et au 14Ã"me pour les rÃ©serves en pÃ©trole. L'Agence Internationale à l'Ã‰nergie juge pourtant que l'AlgÃ©rie est encore un pays sous-explorÃ© pour ses ressources en hydrocarbure. Depuis 1991, l'AlgÃ©rie

a rouvert son pôle aux compagnies étrangères déclenchant de nouvelles découvertes d'or noir. Total, Elf et Repsol furent du lot. Mais, malgré sa réussite, la Sonatrach n'est pas exempte d'accusations. Dans Algérie Confidentielle, une lettre écritée par deux journalistes algériens, on peut lire : "Le traitement de faveur dont bénéficiait la Sonatrach suscite de plus en plus de jalousies dans les milieux économiques algériens. Sonatrach est au-dessus de tout. Elle dispose d'un statut particulier qui en fait pratiquement une entreprise étrangère sur le territoire algérien. [...] Après avoir longtemps été un état dans l'état, Sonatrach a évolué pour devenir une richissime principauté libérée des charges ingrates inhérentes au statut de l'état." Et certains de ses partenaires privés s'occupant des hydrocarbures...

Boris
Razon, Don Quichotte, 1999, numéro 2.

À

L'eau
du Sahara

Une denrée rare à partager Le Sahara, c'est le sable et la sécheresse. Pourtant en dessous, de 1 000 à 2 000 m de profondeur, se cache une réserve en eau inestimable. L'Algérie, la Tunisie et le Maroc partagent une de ces nappes d'eau souterraine non renouvelable (il faudrait 6 siècles pour qu'elle se renouvelle) qui représente 800 000 à 900 000 km², c'est la nappe du Sahara Septentrional. Or, ces pays de la zone aride ont une consommation en eau renouvelable de plus de 100 %. La Libye consomme 900 % de ses ressources en eau renouvelable et en 2025 tout le Maghreb devrait être à ce niveau. Aussi l'usage de cette eau non conventionnelle est-il nécessaire même si son extraction coûte fort cher. Selon Alice Aureli, hydrologue à l'Unesco : "il s'agit d'un patrimoine collectif que ces pays doivent apprendre à gérer en commun ce qui n'est pas encore dans leurs habitudes". Car le problème est avant tout politique : l'eau ne connaissant pas de frontières, il faut arriver à une gestion équilibrée pour chaque pays. À l'heure actuelle, c'est tout l'inverse. Tandis que la Libye crée des canaux de dérivation des eaux profondes du Sahara inhabité vers ses cités dans des tunnels immenses sur 900 kilomètres, l'Algérie et la Tunisie ont tendance à développer une utilisation locale mais importante, dans les oasis, de cette ressource. Et si le Maghreb n'est pas l'endroit où les conflits armés de l'eau sont le plus envisageables pour le siècle prochain, cette situation crée des tensions. Car c'est véritablement le choix de développement de ces pays qui est attaché à ces nappes. En Algérie et en Tunisie, l'état a décidé d'investir dans des forages en eau profonde au Sud afin d'empêcher que toute la population ne vienne se masser sur les cités. Ces politiques reposent toutes cependant sur une conception erronée de l'eau : la nappe se tarira d'ici 30 à 50 ans si on l'utilise massivement comme chaque pays projette de le faire. Comme le dit Jean Margat, hydrologue : "les politiques ne raisonnent que sur une ou deux générations mais que feront les populations massives sans eau. Si cela continue, ils se servent de véritables bombes sociales ?". Cette politique de court terme qui prédomine aujourd'hui est largement remise en question par le projet conjoint de l'Unesco et de l'Organisation Sahara Sahel qui font pression sur le Maghreb dans son ensemble afin d'amener une utilisation concertée et temporaire des eaux. L'idée étant de se servir de cette ressource renouvelable en cas de grande sécheresse ou en attendant de trouver des techniques meilleures... Une confiance devrait se tenir prochainement, on verra alors si la politique nationale est soluble dans l'eau.

Boris
Razon, Don Quichotte, 1999, numéro 2.

2.

Â

Â

AmériquesÂ
top

L'Amérique du nord veut
réduire la présence des substances toxiques dans l'environnement

Le Canada, le Mexique et les États-Unis conjuguient leurs forces pour réduire les substances toxiques, protéger les oiseaux et préserver un important bassin hydrographique. Le 28 juin 1999, les ministres de l'environnement du Canada, du Mexique et des États-Unis ont chargé la commission de coopération environnementale (CCE) d'établir un plan d'action destiné à réduire la présence dans l'environnement de substances extrêmement toxiques, les dioxines et furanes et l'hexachlorobenzène, afin de mieux protéger la santé humaine et l'environnement en Amérique du Nord. Cette initiative est au nombre des décisions qu'a divulgué le conseil de la CCE, à Banff, en Alberta. Entre autres décisions, le Conseil a également donné le feu vert à la CCE pour qu'elle lance l'Initiative de conservation des oiseaux de l'Amérique du Nord (ICOAN), laquelle vise à protéger les habitats aviens essentiels, et pour qu'elle élabore une stratégie de mise en œuvre en vue de protéger la partie amont de la rivière San Pedro, un des couloirs de migration d'oiseaux les plus importants du continent.

Ministère de l'Environnement canadien - Univers
Nature

Â

États-Unis

Dioxines en Louisiane

La Louisiane est au 1er rang des nations qui rejettent des dioxines.

Greenpeace a dÃ©signÃ©, le 30 juin, la compagnie chimique PPG comme Ã©tant l'une des sources de dioxine en Louisiane. Le groupe environnemental a durant une excursion de dix jours Ã travers la Louisiane, identifiÃ© les usines de PVC, comme source principale de la contamination en dioxine de l'Ã©tat, et plus particuliÃ©rement de la rÃ©gion du lac Charles. Ces rejets en se dÃ©plaÃ§ant sur de longues distances, grÃ¢ce au vent, contaminent Ã©galement d'autres rÃ©gions du monde. Des rÃ©sidents, de l'une des communautÃ©s entourant les usines de PVC du lac Charles, ont rÃ©cemment Ã©tÃ© examinÃ©s par l'agence amÃ©ricaine pour les substances toxiques et un taux de dioxine supÃ©rieur Ã la normale a Ã©tÃ© relevÃ© dans le sang. Aussi, Greenpeace exige un arrÃªt immÃ©diat de la crÃ©ation ou de l'extension de ce type de sociÃ©tÃ©s, des rÃ©ductions substantielles des Ã©missions de dioxine pour les usines existantes, et un plan pour Ã©liminer peu Ã peu ces industries au profit d'unitÃ©s de productions plus propres. Selon des documents de PPG, entre 1962 et 1976, l'usine a vidÃ© au moins 120 000 tonnes de dÃ©chets contaminÃ©s directement dans les Ã©tangs voisins. Alors que les rejets en milieu aquatique ont Ã©tÃ© stoppÃ©s, les usines de PVC continuent Ã Ã©mettre des dioxines dans l'air par l'intermÃ©diaire de leurs incinÃ©rateurs de rebut.

Greenpeace InternationalÂ - Univers
Nature

Â